

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

CORRUPTION À LA FIFA

Rien ne tourne rond dans le monde du ballon

Quatorze élus de la FIFA, actuels et anciens, ainsi que cinq partenaires commerciaux de l'instance qui gère le football mondial, ont été inculpés mercredi 27 mai 2015 pour corruption, racket et blanchiment.

De nouvelles inculpations dans le cadre du scandale de corruption qui ébranle la FIFA sont probables, a confié vendredi 29 mai au *New York Times* le patron du service des enquêtes du fisc américain. «Je suis plutôt confiant dans le fait qu'il va y avoir une nouvelle vague d'inculpations», a indiqué Richard Weber, responsable de la cellule enquêtes criminelles de l'Internal Revenue Service (IRS).

«Nous croyons vraiment qu'il y a d'autres personnes et d'autres sociétés impliquées dans des actes criminels», a-t-il poursuivi, tout en refusant de donner des précisions sur les personnes ciblées par son service. M. Weber a par ailleurs balayé la thèse selon laquelle la première vague d'inculpations de hauts dirigeants de la FIFA, annoncée mercredi en plein comité exécutif de l'instance internationale, était destinée à empêcher la réélection de Joseph Blatter.

«Je ne pense pas qu'il y ait jamais eu une décision (...) de s'en prendre au football, on s'attaque à la corruption», a-t-il insisté. Selon

lui, enquêtant au départ sur les déclarations fiscales de Chuck Blazer — ancien secrétaire général de la Concacaf (Confédération d'Amérique du nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes) —, c'est de fil en aiguille que l'IRS a été amené à se pencher sur la corruption au sein de la FIFA, en coopération avec le FBI. Chuck Blazer est devenu informateur de la justice américaine qui l'a inculpé en novembre 2013 de racket, virements frauduleux, blanchiment d'argent, évasion fiscale, et échec à remplir un dossier sur ses comptes à l'étranger. «Notre expertise nous permet de suivre l'argent dans une affaire de corruption internationale comme celle-là», a expliqué M. Weber.

«...La fin d'une époque...»

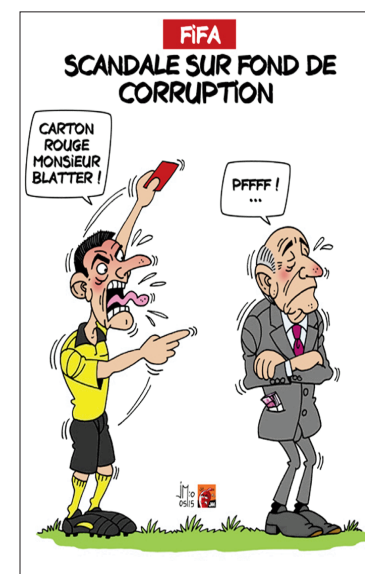
Le procureur fédéral par intérim de Brooklyn à New York, Kelly Currie, avait prévenu le monde du football : «[C'est] le début de notre effort, pas la fin.» Les quarante-sept chefs d'inculpation retenus par la justice américaine dans le scandale de la FIFA portent sur



une période de vingt-cinq ans et des sommes d'un montant global de 150 millions de dollars en pots-de-vin et rétrocommissions en échange de droits TV et marketing pour des tournois internationaux. La Russie crie au complot des Américains. Le chef du département d'enquête du ministère de l'Intérieur russe Alexandre Savenkov a déclaré le 28 mai qu'il ne fallait pas «faire un complexe» de la place de la Russie dans le classement des pays corrompus établi par Transparency International pour l'année 2014. Elle y partage en effet la 136^e place avec l'Iran, le Cameroun, la Kirghizie, le Liban et

le Nigeria. Même réflexe à l'annonce de l'inculpation de quelques hauts responsables de la FIFA : il ne peut s'agir que d'une manœuvre américaine pour priver la Russie de ses championnats du monde en 2018.

Le vaste scandale de corruption qui frappe de plein fouet la Fédération internationale de football va entraîner «une profonde modification des méthodes de gouvernance de la FIFA, marquant la fin d'une époque», estime Pascal Boniface, expert français en géopolitique du sport et directeur de l'Institut français des relations internationales et stratégiques (Iris). A la question



suivante : «Quelles conséquences voyez-vous pour la FIFA ?», Pascal Boniface répond «...Dans nos sociétés, il y a une volonté de transparence de plus en plus forte. La corruption, qui était considérée comme une sorte de mal nécessaire contre laquelle on ne pouvait pas lutter, est aujourd'hui considérée, avec l'aggravation de la crise, comme inacceptable et le public est de plus en plus exigeant. On peut penser que la gouvernance actuelle de la FIFA ne pourra pas survivre à cet épisode au vu de l'impact médiatique et politique mondial.»

Synthèse D. H.

Contribution

●●●

Cette méfiance, à son tour, crée de la défiance (complaisance, triche, actes de violence). Et parfois il y a le pire. En Algérie, ces dernières années, des cas de tentatives de suicide de candidats ont été signalés après proclamation des résultats. Une candidate a subi un choc mortel à la lecture de sa copie d'examen, lors du brevet 2013 à Akbou (wilaya de Béjaïa), des cas d'évanouissement sont monnaie courante au bac, au brevet et à l'examen de 5^e AP. Dans d'autres pays où la compétition scolaire est érigée en dogme, les suicides jalonnent les examens scolaires. La palme revient à la Corée du Sud avec près de 800 suicides par an, recensés parmi les écoliers, les collégiens, lycéens et étudiants. Ou le témoignage de ce papa qui accompagne sa fille, candidate à l'examen de 5^e AP de mai 2010. En arrivant aux abords du centre d'examen, elle voit un petit groupe de policiers en tenue. Elle panique et s'enfuit. Il n'y a pas que les policiers à être mobilisés. L'armée, les gendarmes, les services de la santé, les pompiers sont eux aussi à pied d'œuvre. C'est un plan Orsec insolite : parer aux dégâts de «l'examinante». A-t-on évalué le coût de cette mobilisation extra-secteur ? Sans parler des dizaines de milliards de centimes de départ. Un argent qu'il ferait bon d'économiser et d'orienter vers d'autres destinations à impact plus positif. Sur un autre volet, il est connu que la compétition scolaire génère une concurrence entre les élèves avec l'apparition accentuée des défauts de la nature humaine que l'école a pourtant pour mission de juguler : la vanité, l'orgueil, la jalousie. Et malheureusement aussi, la frustration, la dévalorisation de soi, le manque de confiance. Des ingrédients

annonciateurs de l'échec scolaire. Sur le plan organisationnel, nous savons que l'année scolaire algérienne est tronquée de plusieurs semaines. C'est le prix à payer pour l'organisation des examens de fin de cycle. Par la lourdeur de leur gestion (préparation des centres, passation des épreuves, la correction, les délibérations...), les examens entraînent, de facto, la suppression des apprentissages dès la mi-mai, voire à la mi-avril dans certains établissements scolaires. De la sorte, l'année scolaire algérienne est la moins courte au monde : 24 à 25 semaines de leçons ; la norme internationale étant de 38 à 40 semaines. Nous détenons un record du Guinness : sur une scolarité de 13 ans, l'élève algérien arrive à l'université avec un déficit en acquisitions de savoirs équivalent à deux années scolaires. Par ailleurs, la journée passée à l'école entre les quatre murs de la classe est excessivement chargée.

Le comble est atteint avec cette circulaire ministérielle, en date de 2005, saluée en son temps comme l'alpha et l'oméga de la réforme. Mais que les parents avaient dénoncée. Elle est venue plomber la vie de l'élève algérien en calquant, dans son quotidien scolaire, les dérives psychopédagogiques induites par les examens de fin de cycle. Une circulaire qui confond évaluation formative et contrôle des connaissances. A la clé, pas moins de quatre formes de contrôle des connaissances mémorisées (à restituer) sont exigées de l'enseignant, chaque mois. A raison d'une moyenne de 10 disciplines, l'élève aura à affronter pas moins de 40 contrôles par mois et environ 300 pendant l'année scolaire. Sur une scolarité de neuf ans (primaire et moyen), ce sont presque 3 mille contrôles. Plus dur que

celui de l'école des années 1900, un tel régime pédagogique a de quoi alimenter la phobie de l'école. Un adulte en bonne santé pourra-t-il supporter un rythme aussi infernal ? L'élève algérien, pourra-t-il se cultiver via la lecture/plaisir et la fréquentation assidue de la bibliothèque de l'école ? Il n'aura pas le temps. En aura-t-il, pour exercer son esprit critique et sa pensée rationnelle, son sens de l'analyse et de la synthèse ? Non ! La mémoire seule est sollicitée, et il doit l'avoir éléphanter. Un tel régime l'enferme entre les quatre murs de la classe pour subir la torture des contrôles, même les leçons ne l'enchantent pas, l'épée de Damoclès planant dans les airs (la note/sanction). Exit les joies du théâtre, de la musique, de la chorale, du journal scolaire, de la correspondance interscolaire, des sorties pédagogiques, du sport. Ce sont là des activités bannies des programmes scolaires, déjà, du temps où l'Eglise régissait l'instruction publique en France et sélectionnait les enseignants selon le profil de la docilité religieuse. Vous avez dit mimétisme ou aliénation ?

Avec ce climat anxiogène imposé par cette circulaire de 2005 (et pas seulement elle), les parents et leurs enfants, dès le primaire, adoptent des stratégies dites d'évitement de l'échec scolaire. Leur angoisse servirait de carburant à la mauvaise foi d'une minorité d'enseignants qui s'adonne au business des cours payants, avec son cortège de dérives morales, pédagogiques et économiques. Une véritable école parallèle, clandestine. Même la toile internet est investie avec des sites web dédiés au bachotage. Conséquence de la réintroduction de l'examen de sixième : le business des cours payants a explosé y compris en

1^{re} année du primaire. Depuis cette réforme de 2003, se manifeste un autre phénomène qui trahit le drame de l'école algérienne. Les visites spéciales se multiplient : chez le psychologue pour cause de surmenage, anxiété, insomnie... ; chez le médecin (scoliose). Même le charlatan est mis à contribution. On lui demandera de faire disparaître le mauvais œil par une «rokia» (désenvoûtement) et à remettre le «hrouz» de la réussite (amulette). On notera l'avènement, plutôt le retour, d'une attitude ségrégationniste dans certains établissements scolaires. Pour faire plaisir «aux puissants», tel chef d'établissement créera des classes spécialement destinées à leurs enfants.

Avec la réintroduction de l'ex-examen de sixième, nous avons devant nous un tableau noir par les désagréments causés à nos élèves par une réforme nécessaire mais mal engagée. Mais en aucune façon, il n'y a matière à désespérer. La Conférence nationale de juillet 2014 a donné le tempo pour redresser la barre. Il reste à codifier dans la pratique du quotidien scolaire sa recommandation phare : le triptyque Refonte pédagogie — Gouvernance et Professionnalisation des personnels. Il s'agit là d'une vision claire, prospective et de bon sens. Toutefois, elle impose l'adaptation de mentalités trop longtemps bercées dans le mythe de l'école/arène de combat. Une adaptation qui concerne toute la société à commencer par les acteurs du secteur de l'éducation nationale. C'est à ce prix que l'élève algérien retrouvera le sourire d'un enfant heureux et épanoui. Est-il différent de ses pairs des pays qui ont réussi le pari d'une école où il fait bon vivre ? A moins que certains ne le pensent.

A. T.